

UN POLONAIS CONDAMNÉ POUR AVOIR PROPOSÉ AU GRU RUSSE DES RENSEIGNEMENTS SUR L'AÉROPORT DE RZESZÓW

Le ressortissant polonais Paweł K. a été arrêté en avril 2024 pour avoir proposé au renseignement militaire russe des informations de sécurité sur l'aéroport de Rzeszów-Jasionka, principal point de transit de l'aide occidentale à l'Ukraine. Selon le parquet, ces informations auraient pu être utilisées par les services russes pour préparer une éventuelle attaque contre le Président Volodymyr Zelensky ; aucune attaque n'a eu lieu.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

DÉCISION DE JUSTICE

Une juridiction, la Cour européenne des droits de l'homme ou une enquête publique judiciaire a conclu à la responsabilité de la Russie ou de ses agents.

QUI L'A ÉTABLI

Le 29 janvier 2026, le tribunal de district de Zamość l'a condamné pour espionnage pour le compte du renseignement russe et détention illégale d'armes ; le lien avec la préparation d'un assassinat relève de l'accusation, et non d'une décision de justice établissant l'existence d'un complot.

DERNIÈRES NOUVELLES

Condamné à 3 ans et 6 mois ; le jugement n'était pas définitif à la date de l'annonce du Parquet national du 3 février 2026.

LIEN AVEC LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

La cible présumée était le Président Zelensky et le site repéré est le principal centre logistique de l'aide militaire à l'Ukraine.

SOURCES

B Parquet national polonais – condamnation de Paweł K. à 3 ans et 6 mois pour espionnage au profit de la Russie · 2026-02-03

<https://www.gov.pl/web/prokuratura-krajowa/wyrok-skazujacy-pawla-k-na-kare-3-lat-i-6-miesiecy-za-szpiegostwo-wobec-rosji>

C Euromaidan Press – La Pologne condamne un homme qui avait repéré l'itinéraire de Zelensky pour des assassins russes · 2026-02-04

<https://euromaidanpress.com/2026/02/04/poland-convicts-man-zelenskyy-assassination-plot/>

CE QUE NOUS DEMANDONS DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et publiquement ; porter la question devant l'ONU.
- Sanctionner les officiers et les unités qui ont ordonné l'opération, et pas seulement ceux qui l'ont exécutée.
- Expulser les officiers de renseignement opérant sous couverture diplomatique.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs